



Nouveau gouvernement : il est grand temps de donner une voix aux villes Sous-préfectures !

À l'aube de la nomination d'un nouveau Gouvernement, et alors que la confiance en la politique, et en ceux qui la pratiquent, s'effrite chaque jour un peu plus en France, l'association « Mouvement pour le développement des villes Sous-préfectures » reste convaincue qu'il est encore possible de changer les choses.

Nous demandons à être reçus par l'Élysée urgemment. Notre objectif est de faire comprendre, au plus haut niveau de l'État, que la solution viendra de la prise en compte des véritables préoccupations des Françaises et Français. Nous attendons toutes et tous, d'ambitieuses politiques visant à revaloriser nos territoires, réindustrialiser le pays et renforcer les services publics, alors que l'inflation, la criminalité et les inégalités sociales restent en tête des inquiétudes¹ qui planent sur le quotidien de nos concitoyens.

STOP aux querelles intestines et au nombrilisme d'une élite politique enfermée dans son centralisme parisien à courte vue ! NOUS AVONS DES PROPOSITIONS*.

Les 235 villes Sous-préfectures françaises assurent une fonction centrale pour des millions de Français. Elles constituent le berceau du pays, sa colonne vertébrale, au même titre que les communes rurales et les villes moyennes. Elles accueillent des millions d'électeurs désabusés par un système technocratique centralisé et inefficace, résultat de choix techniques et politiques qui ont favorisé une centralisation extrême au détriment de nos territoires.

Il reste trois ans de mandat à M. Emmanuel Macron. Nous ne pouvons pas choisir de rester silencieux. Nous demandons à être entendus par l'Élysée de toute urgence.

Nous appelons à une refonte profonde de notre gouvernance territoriale et demandons des actions concrètes pour revitaliser nos villes :

- 1. Révision des dotations de centralité** : augmenter la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour les villes Sous-préfectures, afin de compenser les charges spécifiques, de centralité et d'assurer un service public de qualité (coûts modérés pour l'État).
- 2. Services de proximité** : transférer certaines administrations et institutions publiques dans les villes Sous-préfectures pour renforcer la présence de l'État sur tout le territoire et reconnecter les décideurs aux réalités locales.

¹ Enquête IPSOS « [Ce qui préoccupe les Français - Août 2024](#) », menée du 26 juillet au 9 août 2024 auprès de 25 520 personnes dans 29 pays. 1000 personnes ont été interrogées en France, constituant un échantillon représentatif de la population âgée de 16 ans et plus.



Conserver et créer des hôpitaux offrant des services médicaux essentiels (médecine, chirurgie, obstétrique).

Renforcer les infrastructures locales pour répondre aux besoins des habitants (possible baisse de coûts pour l'État, car le prix de l'immobilier et le coût de la vie sont plus faibles dans les villes Sous-préfectures).

- 3. Industrialisation** : libérer des hectares constructibles (environ 100 par ville Sous-préfecture) afin d'attirer de nouvelles industries, la réindustrialisation et relancer l'économie locale, seul moyen de redonner de la vitalité à nos territoires (*via* la croissance du PIB) et de rééquilibrer l'économie française et renforcer la souveraineté nationale (sans coût pour l'État ; génère des recettes à moyen terme *via* la TVA sur la valeur ajoutée créée).
- 4. Structurer un comité interministériel stratégique** sous la présidence du Premier ministre regroupant les maires des villes Sous-préfectures et les Sous-préfets, quatre fois par an (sans coût pour l'État).

Ainsi, **un plan d'actions complet, puissant, rapide, efficace** doit être promu immédiatement en direction de ces villes, ces Sous-préfectures, et par conséquent ces bassins de vie. Par exemple, abaisser à 5 000 habitants le seuil pour recruter des administrateurs territoriaux (volet ingénierie) au lieu de 40 000 habitants (sans coût pour l'Etat).

Les Françaises et Français, loin des projecteurs parisiens, exigent d'être entendus et respectés. Les mesures existantes, telles que les programmes "Action Cœur de Ville" ou "Territoires d'industrie", **ne sont que des pansements sur une plaie béante**. Il est temps de passer à une approche véritablement structurante et inclusive, afin de refaire République.

Nous vous sollicitons, médias, pour relayer cet appel à l'action, au service de l'intérêt général ! Les enjeux auxquels sont confrontées les villes de sous-préfecture sont ceux du pays tout entier : ils concernent l'équité, le développement industriel, l'accès aux services publics, la justice territoriale et sociale, la République partout.

Pour rencontrer un des membres du Mouvement ou organiser une interview :

Camille Diaz

06 99 25 81 56

developperlessousprefectures@gmail.com

*Lien vers nos propositions : villessousprefectures.fr

Si vous ne souhaitez plus recevoir d'email de notre part, faites le savoir en répondant à cet e-mail par « Non » ou « Désinscription ». Merci à vous.